



RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur - Fraternité - Justice

Ministère des Finances

**CIRCULAIRE DE
PRÉPARATION DU
PROJET DE LOI
DE FINANCES 2026**

Septembre 2025



وزارة المالية
Ministère des Finances

الوزير
Le Ministre

24 SEP 2025
Nouakchott le:: انواكشوط في:
Numéro:: الرقم:
000005

Circulaire n° _____ / MF/DGB/2025

A

Mesdames et Messieurs les Ministres,
Monsieur le Délégué Général à la Solidarité Nationale et à la
lutte contre l'Exclusion « TAAZOUR »,
Madame la Commissaire à la Sécurité Alimentaire,
Monsieur le Commissaire aux Droits de l'Homme, à l'Action
Humanitaire et aux Relations avec la Société Civile.

Objet : Préparation du Projet de Loi de Finances (PLF) 2026

I. Contexte général

L'élaboration du Projet de Loi de Finances pour l'année 2026 s'inscrit dans un cadre inédit : il s'agit, en effet, du premier budget préparé selon l'approche du budget de programme, conformément aux dispositions de la loi organique n°2018-039 du 9 octobre 2018, abrogeant et remplaçant la loi n°78-11 du 19 janvier 1978 relative aux lois de finances (LOLF). Cette réforme structurelle vise à :

- Renforcer la transparence et la lisibilité de la dépense publique ;
- Améliorer l'efficacité de l'action publique à travers une gestion axée sur les résultats ;
- Et aligner de manière optimale les ressources budgétaires sur les priorités nationales de développement.

Le PLF 2026 sera préparé en référence au Document de Programmation Budgétaire à Moyen Terme (DPBMT) 2026-2028, adopté en Conseil des Ministres par la communication n°18/2025/MEF. Conformément à l'article 46 de la loi organique précitée, la loi de finances de l'année doit en effet s'élaborer sur la base d'une programmation pluriannuelle actualisée chaque année en vue de l'adapter à l'évolution de la conjoncture financière, économique et sociale du pays.

Ce document de cadrage pluriannuel a été conçu en prenant appui sur :

- Le contexte macroéconomique national et international ;
- Le programme électoral de Son Excellence Monsieur le Président de la République Mohamed OULD CHEIKH ELGHAZOUANI, « Mon Ambition pour la Patrie » ;
- La Politique Générale du Gouvernement ;
- La Stratégie de Croissance Accélérée et de Prospérité Partagée (SCAPP) ;
- Et les engagements internationaux de notre pays.

Ainsi, la préparation du PLF 2026 constitue une étape décisive dans la mise en œuvre du budget de programme, en cohérence avec les engagements nationaux et les standards internationaux de bonne gouvernance budgétaire.

II. Orientations de la politique budgétaire

Pour la période 2026-2028, la politique budgétaire poursuivra les orientations stratégiques suivantes :

- Préserver la soutenabilité des finances publiques en maîtrisant le déficit et en maintenant le ratio d'endettement public en deçà des seuils de vulnérabilité.
- Stabiliser le déficit primaire hors secteur extractif autour de 3,5 % du PIB, conformément aux engagements pris dans le cadre du programme économique et financier conclu avec le FMI.
- Promouvoir une croissance inclusive, résiliente et durable, permettant la création d'emplois décents et la réduction des inégalités territoriales et sociales.
- Renforcer la transparence, la redevabilité et la discipline budgétaire par une meilleure traçabilité des ressources publiques et un suivi rigoureux de leur utilisation.

Ces orientations doivent se traduire, dans la préparation du PLF pour l'année 2026, par une allocation efficiente et équitable des ressources, privilégiant les politiques publiques à fort impact socio-économique.

III. Directives pour l'élaboration du PLF 2026

La préparation du PLF pour l'année 2026 doit s'inscrire dans le cadre de la nouvelle gouvernance budgétaire instaurée par la LOLF. Celle-ci repose sur des principes fondateurs qui orientent désormais l'action publique :

- La responsabilisation accrue des gestionnaires, appelés à rendre compte non seulement des moyens mobilisés, mais également des résultats obtenus ;
- La globalisation des crédits, qui favorise une vision consolidée et offre une plus grande flexibilité dans la gestion de la dépense publique ;
- La fongibilité asymétrique, garantissant une marge de manœuvre dans la réallocation des ressources, tout en préservant les dépenses prioritaires ;
- La redevabilité, qui impose un suivi rigoureux, assorti d'une justification transparente de l'utilisation des fonds publics.

Cette réforme introduit une véritable culture de gestion axée sur les résultats (GAR). Elle exige que chaque programme, action ou projet établisse un lien explicite entre les crédits alloués et les résultats attendus. Ainsi, chaque ouguiya programmée doit démontrer sa valeur ajoutée, en termes d'impact concret sur la réalisation des objectifs stratégiques sectoriels et nationaux. Cette logique de performance constitue le socle d'une gouvernance budgétaire moderne, renforçant la transparence, l'efficacité et l'appropriation des politiques publiques par les gestionnaires comme par les citoyens.

Dans ce cadre, et afin d'assurer la pleine cohérence entre les arbitrages budgétaires et les orientations majeures de la politique publique, il est attendu que les propositions de vos départements s'articulent autour des priorités suivantes :

- Le programme présidentiel (le programme d'urgence intégré pour le développement de la ville de Nouakchott et le programme prioritaire de généralisation de l'accès aux services nécessaires au développement local.....etc.) ;
- La Politique Générale du Gouvernement, qui s'érige en cadre structurant et en mécanisme privilégié de l'opérationnalisation du programme présidentiel, incarne l'architecture normative et fonctionnelle à travers laquelle les engagements de Son Excellence Monsieur le Président de la République se transforment en politiques publiques effectives, garantissant ainsi la cohérence, la continuité et l'efficacité de l'action gouvernementale ;
- La SCAPP et à l'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) ;
- Intégration de manière exclusive des nouveaux projets dûment validés par le Comité d'Analyse et de Programmation des Investissements Publics (CAPIP) et inscrits dans le Programme d'Investissements Publics (PIP) déjà partagés avec vos services compétents ;

- Le respect des contreparties nationales exigées par les financements extérieurs ;
- La Rationalisation des dépenses, afin de dégager des marges budgétaires au profit des priorités nationales et des dépenses sociales essentielles ;
- Le respect strict des enveloppes budgétaires du CDMT-G, telles que communiquées dans le DPBMT 2026-2028, et fournir une justification détaillée pour tout écart éventuel.
- L'intégration systématique de l'adaptation aux changements climatiques, conformément au marquage climatique requis par le Fonds Fiduciaire pour la Résilience et le Développement Durable (FFRD).

1. Cadre de Dépenses à Moyen Terme ministériel (CDMT-m)

Faisant suite aux différentes formations dont vos services compétents ont déjà bénéficié, chaque département devra établir son Cadre de Dépenses à Moyen Terme ministériel (CDMT-m) 2026-2028, sur la base des enveloppes indicatives transmises (ci-jointes), en y intégrant :

- Les Crédits d'Engagement (CE) et les Crédits de Paiement (CP) ;
- Une programmation budgétaire pluriannuelle cohérente avec les engagements de performance ;
- Un cadrage visant à améliorer la qualité des arbitrages entre programmes, ainsi qu'entre dépenses récurrentes et nouvelles initiatives.

2. Projets Annuels de Performance (PAP)

Aussi, il est demandé à chaque département ministériel de préparer son PAP pour l'exercice 2026, qui sera annexé au PLF pour l'année 2026. Ce document devra comporter :

- Des objectifs clairs et hiérarchisés pour chaque programme ;
- Des indicateurs de performance mesurables et vérifiables ;
- Une justification des crédits demandés, explicitement rattachée aux résultats attendus.

En outre, chaque département devra transmettre, conjointement à ses propositions budgétaires :

- Un bilan physique et financier de l'exécution des projets au 31 décembre 2024 et au 30 juin 2025 ;
- Un état détaillé d'utilisation des crédits d'investissement pour 2025 (marchés attribués, DAO lancés, plans de passation exécutés) ;
- Une estimation de la part du budget 2026 consacrée aux dépenses d'adaptation climatique.

Une fiche projet harmonisée, jointe à la présente circulaire et téléchargeable sur le

site de la DGB (www.budget.mr) et le site du Ministère des Affaires Economique et du Développement (www.economie.gov.mr), devra être dûment renseignée pour l'ensemble des projets d'investissement, notamment ceux financés sur ressources extérieures.

NB : Les titres budgétaires bénéficiant de dotations budgétaires (article 31 de la LOLF) ne sont pas concernés par les points 1 et 2.

IV. Délais et modalités de transmission

Afin de respecter les délais règlementaires, les propositions budgétaires, dûment visées par le Contrôleur Financier Ministériel (CFM), devront parvenir à la Direction Générale du Budget et le budget Consolidé d'Investissement à la Direction Générale des Financements et de la Coopération Economique (DGFCE)/MAED (pour la partie Investissements publics) au plus tard le 25 septembre 2025, accompagnées de toutes les pièces justificatives requises.

L'intégralité des données devra être saisie dans la nouvelle version du système Rachad sur le lien 10.1.177.220, qui couvre l'ensemble du cycle budgétaire (préparation, exécution et suivi).

Enfin, nous vous saurions gré des dispositions que vous voudrez bien faire prendre afin d'assurer la pleine réussite de cette première expérience de préparation d'un budget de programme, laquelle constitue un jalon essentiel dans le processus de modernisation de la gestion publique dans notre pays. Cette démarche exige une mobilisation sans faille de l'ensemble des départements ministériels, afin de garantir la qualité, la fiabilité et la pertinence des propositions qui seront transmises.

Le Ministère des Finances à travers la Direction Générale du Budget et le Ministère des Affaires Economiques et du Développement à travers la DGFCE demeurent, à la disposition de vos départements pour apporter l'appui technique requis et répondre à toute demande d'éclaircissement.

Codioro Moussa N'Guenore



Ampliations :

- PM
- MSG/PR

Pièces jointes :

- Enveloppes budgétaires ;
- Fiche projet BCI 2026.

1 - Enveloppes budgétaires 2026-2028

N° Titre	N° Partie	Libellé Titre	CE-2026	CP-2026	CP-2027	CP-2028
001		PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE	16 000 000	316 819 427	337 243 773	343 956 309
	1	Dépenses de personnel		139 830 617	149 289 276	156 007 185
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		172 263 530	181 256 079	181 256 079
	4	Subventions et transferts courants		725 280	698 418	693 045
	6	Dépenses d'investissement	16 000 000	4 000 000	6 000 000	6 000 000
002		MINISTÈRE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE		142 512 506	147 404 571	148 335 266
	1	Dépenses de personnel		24 424 935	26 077 128	27 250 580
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		85 315 374	89 769 031	89 769 031
	4	Subventions et transferts courants		32 772 197	31 558 412	31 315 655
003		PREMIER MINISTÈRE	20 000 000	486 989 729	490 608 162	483 826 819
	1	Dépenses de personnel		106 608 161	113 819 530	118 941 326
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		113 457 833	119 380 591	119 380 591
	4	Subventions et transferts courants		256 923 735	247 408 041	245 504 902
	6	Dépenses d'investissement	20 000 000	10 000 000	10 000 000	-
005		ASSEMBLEE NATIONALE		520 156 286	538 471 133	538 471 133
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		520 156 286	538 471 133	538 471 133
007		CONSEIL CONSTITUTIONNEL		23 606 090	24 838 382	24 838 382
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		23 606 090	24 838 382	24 838 382
008		COUR DES COMPTES	36 000 000	129 078 134	136 117 662	140 581 683
	1	Dépenses de personnel		93 816 790	100 162 904	104 670 162
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		17 424 435	18 334 030	18 334 030
	4	Subventions et transferts courants		5 836 910	5 620 728	5 577 491
	6	Dépenses d'investissement	36 000 000	12 000 000	12 000 000	12 000 000

009		MINISTÈRE DU SECRETARIAT GÉNÉRAL DU GOUVERNEMENT	590 000 000	845 377 120	879 696 171	882 399 676
	1	Dépenses de personnel		78 361 607	83 662 275	87 427 017
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		561 748 650	591 073 213	591 073 213
	4	Subventions et transferts courants		8 266 863	7 960 683	7 899 447
	6	Dépenses d'investissement	590 000 000	197 000 000	197 000 000	196 000 000
010		MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE MINISTÈRE DE LA DÉFENSE ET DES AFFAIRES DES RETRAITS ET DES ENFANTS DE MARTYRS	14 575 000 000	12 969 225 275	13 444 788 336	13 718 597 349
	1	Dépenses de personnel		5 451 558 286	6 309 570 915	6 593 497 034
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		888 606 296	934 993 574	934 993 574
	4	Subventions et transferts courants		1 365 809 380	1 315 223 847	1 305 106 741
	6	Dépenses d'investissement	14 575 000 000	4 805 000 000	4 885 000 000	4 885 000 000
011		MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAURITANIENS DE L'EXTÉRIEUR	131 000 000	1 876 169 727	1 972 046 731	2 054 090 651
	1	Dépenses de personnel		844 757 119	904 605 354	987 111 910
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		791 956 736	833 298 686	833 298 686
	4	Subventions et transferts courants		197 455 871	190 142 691	188 680 055
	6	Dépenses d'investissement	131 000 000	42 000 000	44 000 000	45 000 000
012		MINISTÈRE DE L'AUTONOMISATION DES JEUNES, DE L'EMPLOI, DES SPORTS ET DU SERVICE CIVIQUE	6 105 697 675	1 907 886 675	2 254 329 210	3 007 036 557
	1	Dépenses de personnel		172 853 003	184 545 418	192 849 828
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		225 190 111	236 945 549	236 945 549
	4	Subventions et transferts courants		104 903 561	101 018 244	100 241 180
	6	Dépenses d'investissement	5 112 160 000	1 066 740 000	1 568 420 000	2 477 000 000
	6	Projets sur prêts	567 000 000	167 400 000	23 400 000	-
	6	Projets sur dons	426 537 675	170 800 000	140 000 000	-

013		HAUT CONSEIL DE LA FATWA ET DES RECOURS GRACIEUX		26 238 075	27 607 763	27 607 763
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		26 238 075	27 607 763	27 607 763
014		MINISTÈRE DE LA JUSTICE	341 595 800	1 019 416 660	1 071 137 205	1 051 314 145
	1	Dépenses de personnel		524 349 357	559 818 281	585 009 698
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		362 512 947	381 436 951	381 436 951
	4	Subventions et transferts courants		1 954 356	1 881 973	1 867 496
	6	Dépenses d'investissement	258 500 000	87 500 000	88 000 000	83 000 000
	6	Projets sur dons	83 095 800	43 100 000	40 000 000	-
015		MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ARTISANAT ET DES METIERS	2 461 676 630	942 968 281	1 088 603 174	1 627 791 613
	1	Dépenses de personnel		204 658 442	223 840 512	233 913 173
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		208 303 739	219 177 669	219 177 669
	4	Subventions et transferts courants		119 369 921	114 948 813	114 064 591
	6	Dépenses d'investissement	1 005 804 270	265 268 090	365 268 090	375 268 090
	6	Projets sur prêts	1 430 800 000	140 000 000	160 000 000	680 000 000
	6	Projets sur dons	25 072 360	5 368 090	5 368 090	5 368 090
018		MINISTÈRE DU COMMERCE ET DU TOURISME	204 000 000	510 576 619	520 996 779	455 118 635
	1	Dépenses de personnel		151 206 922	161 435 116	168 699 579
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		113 117 708	119 022 711	119 022 711
	4	Subventions et transferts courants		154 251 989	148 538 952	147 396 345
	6	Dépenses d'investissement	204 000 000	92 000 000	92 000 000	20 000 000
019		MINISTÈRE DE LA PÊCHES ET DES INFRASTRUCTURES MARITIMES ET PORTUAIRES	3 464 660 667	1 657 413 755	1 507 526 111	1 453 494 597
	1	Dépenses de personnel		250 422 041	268 970 305	289 433 768
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		186 664 466	196 408 778	196 408 778
	4	Subventions et transferts courants		174 821 915	168 347 029	167 052 052
	6	Dépenses d'investissement	1 971 000 000	762 000 000	659 000 000	550 000 000

	6	Projets sur dons	1 493 660 667	283 505 333	214 800 000	250 600 000
020		MINISTÈRE DES DOMAINES, DU PATRIMOINE DE L'ETAT ET DE LA REFORME FONCIERE	74 000 000	277 562 362	293 259 509	292 128 780
	1	Dépenses de personnel		101 351 954	108 207 774	113 077 045
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		150 210 408	158 051 735	158 051 735
	6	Dépenses d'investissement	74 000 000	26 000 000	27 000 000	21 000 000
021		MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS	34 603 444 938	7 913 296 892	7 862 841 291	14 022 939 355
	1	Dépenses de personnel		92 523 363	98 781 984	103 227 102
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		50 847 950	53 502 329	53 502 329
	4	Subventions et transferts courants		95 452 246	91 916 978	91 209 924
	6	Dépenses d'investissement	25 113 113 333	6 819 473 333	7 268 640 000	11 025 000 000
	6	Projets sur prêts	9 285 869 905	735 000 000	350 000 000	2 750 000 000
	6	Projets sur dons	204 461 700	120 000 000	-	-
022		MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE	21 846 122 476	5 473 565 332	7 758 775 660	7 588 679 510
	1	Dépenses de personnel		193 263 480	206 336 534	215 621 529
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		452 998 734	476 646 303	476 646 303
	4	Subventions et transferts courants		268 457 404	258 514 537	256 525 964
	6	Dépenses d'investissement	15 142 367 143	3 746 695 714	5 875 785 714	5 519 885 714
	6	Projets sur prêts	4 867 362 929	531 400 000	551 492 571	680 000 000
	6	Projets sur dons	1 836 392 404	280 750 000	390 000 000	440 000 000
023		COMMISSION ÉLECTORALE NATIONALE INDÉPENDANTE		43 344 989	45 607 696	45 607 696
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		43 344 989	45 607 696	45 607 696
024		RÉGIONS	724 057 000	446 808 868	457 514 592	459 184 592
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		205 981 868	216 734 592	216 734 592
	6	Dépenses d'investissement	724 057 000	240 827 000	240 780 000	242 450 000
025		MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION ET DE LA REFORME DU SYSTÈME D'ENSEIGNEMENT	10 886 560 000	13 592 135 263	14 027 271 697	13 693 643 468
	1	Dépenses de personnel		9 646 094 044	10 085 062 681	10 538 883 195
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		783 711 052	824 622 559	824 622 559

	4	Subventions et transferts courants		94 330 166	90 836 456	90 137 714
	6	Dépenses d'investissement	4 988 000 000	2 368 000 000	2 210 000 000	410 000 000
	6	Projets sur dons	5 898 560 000	900 000 000	816 750 000	1 830 000 000
026		MINISTERE DE L'ÉLEVAGE	4 576 363 433	1 886 714 077	1 696 708 850	1 392 861 354
	1	Dépenses de personnel		99 662 116	106 403 629	111 191 715
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		188 328 374	198 159 545	198 159 545
	4	Subventions et transferts courants		312 603 588	301 025 677	298 710 095
	6	Dépenses d'investissement	1 902 040 000	576 120 000	651 120 000	674 800 000
	6	Projets sur prêts	1 908 767 571	240 000 000	250 000 000	110 000 000
	6	Projets sur dons	765 555 862	470 000 000	190 000 000	-
027		MINISTÈRE DES MINES ET DE L'INDUSTRIE	1 050 000 000	445 882 179	450 703 872	452 703 242
	1	Dépenses de personnel		43 082 654	45 996 923	48 066 751
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		43 287 656	45 547 370	45 547 370
	4	Subventions et transferts courants		9 511 870	9 159 579	9 089 120
	6	Dépenses d'investissement	1 050 000 000	350 000 000	350 000 000	350 000 000
030		MINISTÈRE DELEGUE AUPRES DU MINISTERE DE L'INTERIEUR, DE LA PROMOTION DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL, CHARGE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL	50 000 000	44 047 669	40 218 129	40 211 083
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		23 096 482	24 302 171	24 302 171
	4	Subventions et transferts courants		951 187	915 958	908 912
	6	Dépenses d'investissement	50 000 000	20 000 000	15 000 000	15 000 000
032		COUR SUPRÊME	37 000 000	101 344 365	107 041 540	111 256 143
	1	Dépenses de personnel		66 910 696	71 436 782	74 651 386
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		22 433 669	23 604 758	23 604 758
	6	Dépenses d'investissement	37 000 000	12 000 000	12 000 000	13 000 000
033		HAUTE COUR DE JUSTICE		17 171 954	18 068 369	18 068 369
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		17 171 954	18 068 369	18 068 369

034		COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE	1 417 171 241	866 945 820	880 320 045	653 980 361
	1	Dépenses de personnel		177 365 455	194 701 327	203 462 746
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		29 048 978	30 565 401	30 565 401
	4	Subventions et transferts courants		125 531 386	120 882 076	119 952 213
	6	Dépenses d'investissement	860 000 000	280 000 000	280 000 000	300 000 000
	6	Projets sur dons	557 171 241	255 000 000	254 171 241	-
035		MINISTERE DE LA TRANSITION NUMERIQUE, DE L'INNOVATION ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	3 022 510 184	687 038 593	820 122 503	1 041 680 623
	1	Dépenses de personnel		96 639 994	103 177 080	107 819 974
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		123 954 189	130 424 881	130 424 881
	4	Subventions et transferts courants		11 444 409	11 020 542	10 935 769
	6	Dépenses d'investissement	973 000 000	305 000 000	325 500 000	342 500 000
	6	Projets sur prêts	2 049 510 184	150 000 000	250 000 000	450 000 000
036		CONSEIL DU PRIX CHINGUITTI		17 437 079	18 347 334	18 347 334
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		17 437 079	18 347 334	18 347 334
037		MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES ARTS, DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT, PORTE PAROLE DU GOUVERNEMENT	790 000 000	1 637 304 121	1 710 689 466	1 748 675 815
	1	Dépenses de personnel		765 077 184	816 829 826	853 586 576
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		124 222 729	130 707 439	130 707 439
	4	Subventions et transferts courants		509 004 208	490 152 201	486 381 799
	6	Dépenses d'investissement	790 000 000	239 000 000	273 000 000	278 000 000
039		MINISTÈRE DES AFFAIRES ISLAMIQUES ET DE L'ENSEIGNEMENT ORIGINEL	234 000 000	1 096 528 542	1 124 560 944	1 138 535 306
	1	Dépenses de personnel		356 480 762	396 609 091	414 456 213
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		139 225 195	146 493 068	146 493 068
	4	Subventions et transferts courants		522 822 584	503 458 785	499 586 025

	6	Dépenses d'investissement	234 000 000	78 000 000	78 000 000	78 000 000
042		MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	355 000 000	2 132 963 105	2 196 876 191	2 244 265 271
	1	Dépenses de personnel		873 111 185	932 171 645	974 118 694
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		529 526 091	557 168 562	557 168 562
	4	Subventions et transferts courants		615 325 830	592 535 984	587 978 015
	6	Dépenses d'investissement	355 000 000	115 000 000	115 000 000	125 000 000
047		HAUTE AUTORITÉ POUR LA PRESSE ET L'AUDIOVISUEL		20 837 701	21 522 281	21 488 814
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		16 319 563	17 171 482	17 171 482
	4	Subventions et transferts courants		4 518 138	4 350 800	4 317 332
053		MINISTÈRE DE LA SANTÉ	14 853 821 201	9 477 736 992	9 655 061 216	8 508 506 909
	1	Dépenses de personnel		3 660 650 765	3 748 124 129	3 916 787 000
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		861 164 332	906 119 077	906 119 077
	4	Subventions et transferts courants		1 172 093 895	1 128 683 010	1 120 000 833
	6	Dépenses d'investissement	7 702 363 000	3 258 228 000	3 238 535 000	1 205 600 000
	6	Projets sur prêts	5 005 532 164	525 600 000	493 600 000	1 210 000 000
	6	Projets sur dons	2 145 926 037	150 000 000	140 000 000	150 000 000
064		MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU TRAVAIL	120 000 000	258 118 910	270 234 843	275 869 265
	1	Dépenses de personnel		119 197 705	127 260 678	132 987 316
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		86 472 069	90 986 109	90 986 109
	4	Subventions et transferts courants		12 449 135	11 988 056	11 895 841
	6	Dépenses d'investissement	120 000 000	40 000 000	40 000 000	40 000 000
067		MINISTÈRE DES FINANCES	2 671 820 000	1 869 704 253	2 165 183 286	2 165 925 638
	1	Dépenses de personnel		1 192 508 545	1 276 735 659	1 398 687 766
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		290 038 870	305 179 562	305 179 562
	4	Subventions et transferts courants		28 316 837	27 268 065	27 058 311
	6	Dépenses d'investissement	257 000 000	86 000 000	86 000 000	85 000 000

	6	Projets sur prêts	2 234 000 000	209 000 000	470 000 000	350 000 000
	6	Projets sur dons	180 820 000	63 840 000	-	-
072		CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL		47 467 322	50 565 344	52 494 734
	1	Dépenses de personnel		40 159 490	42 876 026	44 805 416
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		7 307 832	7 689 317	7 689 317
073		MINISTÈRE DE L'INTERIEUR, DE LA PROMOTION DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL	5 282 614 714	6 870 184 251	7 057 139 427	7 439 271 973
	1	Dépenses de personnel		3 136 951 204	3 229 439 258	3 424 561 366
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		1 368 042 235	1 439 457 164	1 439 457 164
	4	Subventions et transferts courants		727 590 812	700 643 004	695 253 443
	6	Dépenses d'investissement	4 965 200 000	1 562 600 000	1 612 600 000	1 790 000 000
	6	Projets sur dons	317 414 714	75 000 000	75 000 000	90 000 000
075		MINISTÈRE DE L'HABITAT ,DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	12 690 000 000	4 120 683 255	4 100 298 005	5 275 061 801
	1	Dépenses de personnel		108 963 272	116 333 950	121 568 893
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		88 115 091	92 714 900	92 714 900
	4	Subventions et transferts courants		63 604 892	61 249 155	60 778 008
	6	Dépenses d'investissement	12 690 000 000	3 860 000 000	3 830 000 000	5 000 000 000
076		MINISTÈRE DE L' HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT	54 130 815 579	8 070 359 231	10 765 346 671	9 471 146 552
	1	Dépenses de personnel		118 676 570	126 704 291	132 405 892
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		68 256 628	71 819 780	71 819 780
	4	Subventions et transferts courants		108 092 700	104 089 267	103 288 580
	6	Dépenses d'investissement	15 116 933 333	4 611 266 667	5 126 666 667	5 379 000 000
	6	Projets sur prêts	33 364 448 500	1 259 000 000	2 865 000 000	3 129 072 300
	6	Projets sur dons	5 649 433 746	1 905 066 667	2 471 066 667	655 560 000
077		MINISTÈRE DE L'ACTION SOCIALE, DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE	137 000 000	997 379 704	1 020 527 120	1 038 896 835

	1	Dépenses de personnel		274 616 156	293 192 205	306 385 642
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		300 561 091	316 251 066	316 251 066
	4	Subventions et transferts courants		381 202 458	367 083 848	364 260 126
	6	Dépenses d'investissement	137 000 000	41 000 000	44 000 000	52 000 000
078		MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURBLE	1 347 959 805	966 486 559	919 457 334	641 378 841
	1	Dépenses de personnel		195 133 847	205 806 926	225 518 082
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		156 620 250	164 796 185	164 796 185
	4	Subventions et transferts courants		79 602 462	76 654 223	76 064 575
	6	Dépenses d'investissement	791 930 000	316 930 000	300 000 000	175 000 000
	6	Projets sur prêts	210 600 000	70 200 000	72 200 000	-
	6	Projets sur dons	345 429 805	148 000 000	100 000 000	-
080		COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME, A L'ACTION HUMANITAIRE ET AUX RELATIONS AVEC LA SOCIETE CIVILE	353 000 000	248 624 127	257 526 161	306 192 846
	1	Dépenses de personnel		97 489 825	104 084 397	108 768 119
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		45 834 225	48 226 876	48 226 876
	4	Subventions et transferts courants		2 300 077	2 214 889	2 197 851
	6	Dépenses d'investissement	353 000 000	103 000 000	103 000 000	147 000 000
081		MINISTÈRE DES AFFAIRES ECONOMIQUES ET DU DEVELOPPEMENT	12 450 958 084	3 305 489 085	3 271 934 782	3 343 111 018
	1	Dépenses de personnel		324 354 135	358 309 301	378 612 957
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		269 013 118	283 056 217	283 056 217
	4	Subventions et transferts courants		170 426 697	164 114 597	162 852 177
	6	Dépenses d'investissement	1 133 419 467	397 455 134	347 214 667	388 749 667
	6	Projets sur prêts	7 495 225 730	937 000 000	1 067 000 000	1 477 600 000
	6	Projets sur dons	3 822 312 887	1 207 240 000	1 052 240 000	652 240 000
082		MINISTÈRE DU PÉTROLE ET DE L'ÉNERGIE	12 707 995 714	6 573 069 780	6 835 761 059	7 543 429 978
	1	Dépenses de personnel		26 808 207	28 621 613	29 909 565
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		316 327 861	332 840 898	332 840 898

	4	Subventions et transferts courants		3 160 219 426	3 043 174 262	3 019 765 230
	6	Dépenses d'investissement	8 917 610 000	2 718 100 000	3 069 510 000	3 130 000 000
	6	Projets sur prêts	3 336 100 000	275 900 000	285 900 000	955 200 000
	6	Projets sur dons	454 285 714	75 714 286	75 714 286	75 714 286
085		HAUT CONSEIL DE LA JEUNESSE		12 513 923	13 167 178	13 167 178
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		12 513 923	13 167 178	13 167 178
089		TAAZOUR	19 842 097 314	6 765 583 226	6 423 555 213	7 437 416 809
	1	Dépenses de personnel		179 450 609	196 927 528	205 789 124
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		177 368 637	186 627 685	186 627 685
	6	Dépenses d'investissement	19 120 000 000	6 035 000 000	6 040 000 000	7 045 000 000
	6	Projets sur prêts	307 897 314	247 097 314	-	-
	6	Projets sur dons	414 200 000	126 666 667	-	-
095		AUTORITÉ DE RÉGULATION DES MARCHÉS PUBLICS		38 593 975	40 608 669	40 608 669
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		38 593 975	40 608 669	40 608 669
096		Caisse de Retraite		1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
	4	Subventions et transferts courants		1 500 000 000	1 500 000 000	1 500 000 000
098		Charge de la dette publique		5 078 600 000	5 536 520 000	5 797 100 000
	3	Charge de la dette publique		5 078 600 000	5 536 520 000	5 797 100 000
099		CREDITS NON REPARTIS	11 053 509 533	8 115 912 305	9 373 399 668	10 666 919 257
	1	Dépenses de personnel		606 251 312	602 000 000	450 000 000
	2	Dépenses d'acquisition de biens et de services		916 060 629	972 719 585	972 719 585
	4	Subventions et transferts courants		1 101 055 615	1 004 720 222	985 453 143
	6	Dépenses d'investissement	11 053 509 533	2 400 796 062	3 593 959 862	5 058 746 529
	7	Crédits non ventilés		3 200 000 000	3 200 000 000	3 200 000 000

LES ANNEXES

2. Exécution physique du Projet

2.2 Réalisations par composante pour le premier semestre 2025

(Projets en cours seulement)

PREVISIONS	REALISATIONS

NB : Cette page n'est pas limitative. Elle peut être étendue à volonté.

2. Exécution physique du Projet

2.1 Réalisations cumulées par composante du Projet au 31/12/2024

(Projets en cours seulement)

PREVISIONS	REALISATIONS

NB : Cette page, comme toutes les autres, n'est pas limitative. Elle peut être étendue à volonté.

2.3 Actions prévues en 2026 pour le Projet, par composante et pour chaque BAILLEUR à part (par convention):

(Mettre en exergue par activité, chaque fois que possible, les coûts unitaires moyens et totaux, même indicatifs)
(Projets en cours et projets nouveaux)

NB : Cette page n'est pas limitative. Elle peut être étendue à volonté.

5. Programmation / Exécution

Case 5

Intitulé du projet :

Bailleur de fonds :

Référence convention :

Monnaie (1) :

Montant (en millier) :

Case 5	Décaissements programmés et/ou réalisés par source de financement et par nature de dépenses conformément à la nomenclature budgétaire en vigueur	Décaissements effectifs au prix courant										Décaissements Prévisionnels 2nd semestre 2025	Programation 2026 (CP)		
		2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025				
1. INVESTISSEMENT (total)															
	1.1 Etudes, ingénierie														
	1.2 Constr. Bâtiments														
	1.3 Acquisition matériel/Equip														
	1.4 Equip. de bureau														
	1.5 Equip. Informatique														
	1.6 Achat véhicules														
	1.7 Frais 1.établissement														
	1.8 Formation														
	1.9 Autres														
2. FONCTIONNEMENT (total)															
	2.1 Consommables/Fournit.														
	2.1.1 Bureautique														
	2.1.2 Informatique														
	2.1.3 Carburants, huiles														
	2.1.4 Commun. téléphonique														
	2.1.5 Déplacement														
	2.1.6 Autres														
	2.2 Maintenance														
	2.2.1 Bureautique/Informatiq.														
	2.2.2 Véhicules														
	2.2.3 Autres														
	2.3 Expertise, audit														
	2.4 Personnel National														
	2.4.1 Fonctionnaires														
	2.4.2 Contractuels														
	2.4.3 Saisonniers														
	2.4.4 Autres														
	2.5 Personnel Expatrié														
	2.6 Divers														
3. TOTAL (1. + 2.)															

NB : Multiplier cette page autant de fois qu'il y a de bailleurs de fonds et de conventions de financement.

(1) : Décaissements et programmation à libeller dans la monnaie de la convention de financement

Calendrier indicatif des arbitrages du projet de la Loi de Finances 2026

Lieu: Salle de réunion du Ministère de Finances

Ordre de passage	Code	Départements	Dates	horaires
1	08	COUR DES COMPTES	Vendredi 26 Septembre	16h 00- 18h 00
2	20	MINISTÈRE DES DOMAINES, DU PATRIMOINE DE L'ETAT ET DE LA REFORME FONCIERE		18h 00- 18h 00
3	32	COUR SUPRÊME		18h 00- 20h 00
4	78	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE		20h 00- 22h 00
5	18	MINISTÈRE DU COMMERCE ET DU TOURISME		2éh 00- 23h 30
6	09	MINISTÈRE CHARGE DU SECRÉTARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT		10h 00 - 12h 00
7	80	COMMISSARIAT AUX DROITS DE L'HOMME, A L'ACTION HUMANITAIRE ET AUX RELATIONS AVEC LA SOCIETE CIVILE	Samedi 27 Septembre	12h 00 - 14h00
8	27	MINISTÈRE DES MINES ET DE L'INDUSTRIE		14h 00 - 16h00
9	37	MINISTÈRE DE LA CULTURE, DES ARTS, DE LA COMMUNICATION ET DES RELATIONS AVEC LE PARLEMENT		16h 00 - 18h 00
10	12	MINISTÈRE DE L'AUTONOMISATION DES JEUNES, DE L'EMPLOI, DES SPORTS ET DU SERVICE CIVIQUE		18h 00- 20h 00
11	34	COMMISSARIAT A LA SECURITE ALIMENTAIRE		20h 00- 22h 00
10	14	MINISTÈRE DE LA JUSTICE	Dimanche 28 Septembre	10h 00- 12h00
12	73	MINISTÈRE DE L'INTERIEUR, DE LA PROMOTION DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL		16h 00 - 18h00
13	77	MINISTÈRE DE L'ACTION SOCIALE , DE L'ENFANCE ET DE LA FAMILLE		18h00- 20h 00
14	15	MINISTÈRE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'ARTISANAT ET DES METIERS		20h00- 22h 00
15	42	MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	Lundi 29 Septembre	12h00- 14h00
13	64	MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DU TRAVAIL		16h 00-18h 00
14	22	MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE		18h 00- 20h 00
15	35	MINISTÈRE DE LA TRANSFORMATION NUMERIQUE ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION		20h 00- 22h 00
16	26	MINISTÈRE DE L'ÉLEVAGE	Mardi 30 Septembre	12h 30 - 14h 00
17	39	MINISTÈRE DES AFFAIRES ISLAMIQUES ET DE L'ENSEIGNEMENT ORIGINAL		14h 00 - 16h 00
18	10	MINISTÈRE DE LA DÉFENSE ET DES AFFAIRES DES RETRAITS ET DES ENFANTS DE MARTYRS		16h 00- 18h 00
19	11	MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DE LA COOPÉRATION AFRICAINE ET DES MAURITANIENS DE L'EXTÉRIEUR		18h 00- 20h 00
20	76	MINISTÈRE DE L' HYDRAULIQUE ET DE L'ASSAINISSEMENT		20h 00- 22h 00
21	82	MINISTÈRE DU PÉTROLE ET DE L'ÉNERGIE	Mercredi 1 Octobre	16h 00 - 18h 00
22	25	MINISTÈRE DE L'EDUCATION ET DE LA REFORME DU SYSTÈME D'ENGNEMENT		18h 00 - 20h 00
23	21	MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT ET DES TRANSPORTS		20h 00 - 22h 00
24	53	MINISTÈRE DE LA SANTÉ		22h00 - 23h 59
25	89	TAAZOUR	Jeudi 2 Octobre	12h 00 - 14h 00
26	19	MINISTÈRE DE LA PÊCHES ET DES INFRASTRUCTURES MARITIMES ET PORTUAIRES		14h 00 - 16h00
27	75	MINISTÈRE DE L'HABITAT ,DE L'URBANISME ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE		16h 00 - 18h00
28	81	MINISTÈRE DES AFFAIRES ECONOMIQUE ET DU DEVELOPPEMENT		18h 00 - 20h 00
29	67	MINISTÈRE DES FINANCES		20h 00 - 22h 00